



MONTPELLIER 2020

La lettre de « Sursaut »

octobre 2013, n°7

L'Antigone des Associations

Montpellier 2020 est né de la préoccupation partagée de nombreux concitoyens concernant l'avenir de notre ville. Nous avons élaboré et ouverts au débat public un certain nombre de propositions à travers nos deux publications et les débats ouverts dans nos soirées « Controverses ». L'approche de l'échéance électorale et la désignation en cours des candidats redonne une nouvelle actualité à nos travaux et à notre volonté de les faire peser dans le débat public. Notre participation à l'Antigone des associations nous a permis, une fois de plus, de « prendre le pouls » de nos concitoyens et confortés de la nécessité de l'existence de groupes de réflexion qui se situent en dehors des logiques de stratégies de candidature tout en s'engageant dans des réponses très précises sur ce qui peut constituer une réelle vie démocratique municipale ambitieuse.



Comme l'an dernier, nous avons pu mesurer, à l'occasion de cet « Antigone » l'intérêt que notre association suscitait auprès de la population. Simple curiosité sur notre organisation, envie de débattre sur la chose politique ou encore lieu de dépôt d'insatisfactions ou de propositions sur le concret de la vie montpelliéraine, notre simple présence a ouvert cette possibilité à une foule de « visiteurs » de cet important rendez-vous annuel de notre ville.

Nous avons retenu, parmi les multiples interrogations que nous ont adressées nos concitoyens, deux principales que nous allons développer dans ce numéro 6 de notre « Lettre ». N'hésitez-pas à y réagir par des courriels que nous publierons, si vous le voulez, dans notre prochain numéro.

La première nous concerne directement, « *qu'est-ce qu'un laboratoire d'idées ?* ».

La seconde est adressée aux élus, actuels et futurs, et permet de réfléchir sur notre fonctionnement démocratique : c'est le « *c'est pas nous* ».

Qu'est-ce qu'un laboratoire d'idées ?

Cette question est celle qui est revenue la plus souvent dans la bouche des très nombreuses personnes qui sont venues échanger avec nous lors de la foire aux associations. Essayons d'y répondre.

« **Laboratoire** » - Il est vrai que notre stand était situé dans le voisinage de nombreuses associations appartenant au domaine de la santé au sens le plus large du thème : de là à y associer une connotation de recherche en laboratoire avec une vocation curative ... pourquoi pas ? Montpellier 2020 a, de fait, une vocation de dynamique interne de recherche sur la politique associée à une préoccupation de « soigner » (au double sens de « traiter » et de « prendre soin ») une démocratie et des citoyens en souffrance. C'est pour cette raison que notre travail de recherche est collectif : il n'est pas le fait d'experts enfermés dans leur bureau mais ouvert dans une dynamique constante d'échanges avec tous. C'est, entre autres la vocation de nos soirées « Controverses » ou des conférences de presse que nous avons été amenés à tenir.

« **Idées** » - Si c'était cela qui manquait le plus actuellement à nos sociétés ?

Si c'était cela dont avaient le plus besoin nos concitoyens ?

Notre monde apparaît trop souvent constitué d'idées formatées discrètement imposées à nos cerveaux par les médias et leurs « maîtres communicants » avec leurs panoplies de « prêt à penser » ... comme s'il n'y avait qu'une manière de voir les choses. De plus, ces visions du monde nous sont données dans une immédiateté empêchant souvent tout recul et jouant davantage sur nos émotions que sur nos capacités de penser.

C'est cela qui fonde l'urgence et la nécessité de « laboratoire d'idées », c'est-à-dire la réunion de quelques uns qui ont envie de faire jouer leurs intelligences et leur imagination pour montrer qu'il y a d'autres mondes possibles, d'autres manières d'organiser notre « vivre ensemble » et d'autres façons de penser la politique.

Nous pourrions également nous appeler « think tank ». Outre la consonance anglo-saxonne, ces derniers sont cependant souvent synonymes d'experts, ce que nous ne sommes pas forcément, sauf si le simple exercice de la citoyenneté peut donner accès à ce titre. Les Etats Unis et la Chine sont les deux premiers pays du monde pour le nombre de think tanks. Ils y sont, d'ailleurs, essentiellement financés par des grandes entreprises ou des fondations. Ceci explique peut être que ils sont deux fois plus nombreux à être jugés conservateurs plutôt que portés par des idées de gauche.

Les laboratoires d'idées sont plus proches des clubs ou cercles de réflexion et sont beaucoup moins formel. Ils réunissent, suivant leur définition, le plus souvent des personnes de bonne volonté désirant réfléchir sur une base non professionnelle à des problèmes relevant des politiques publiques. Ils se veulent libres, au moins pour notre cas, de toute inféodation à des intérêts privés ou publics et donc vivent des seuls contributions de leurs adhérents.

La France a plutôt une longue tradition née des années 1960 de clubs tel celui le « club Jean Moulin ». C'est peut être ce qui explique que nous accusons un certain retard du nombre de think tanks par rapport à nos voisins européens, le premier à avoir vu le jour étant l'IFRI (Institut français des relations

internationales) en 1979. Les principaux think tanks de notre pays sont actuellement EuropaNova, la Fondation Copernic, la Fondation Jean-Jaurès, la Fondation Res Publica, l'Institut Montaigne et Terra Nova

« C'est pas nous ... »

Les bovidés souriants des vieilles images de nos fromages « La vache qui rit » portaient à leurs oreilles des pendentifs représentant le même dessin que celui du couvercle : on pouvait ainsi imaginer qu'ils se reproduisaient à l'infini puisque chaque animal renvoyait grâce à ses pendentifs une même image se répétant à un horizon sans limite.



Le refrain lancinant de la plainte lancée par nos concitoyens rencontrés à la foire aux associations nous plonge dans le même vertige : celui du « c'est pas nous », mot d'ordre qui semble désormais s'afficher aux guichets de nos administrations ou aux portes des permanences de nos élus. Ce n'est jamais celui qui nous fait face qui peut répondre à la question que l'on adresse ou à la plainte que l'on dépose. C'est toujours le fait d'un autre qui en aurait la compétence ou en porterait la responsabilité. Tel le dessin de nos fromages, chaque vache renvoie à une autre vache qui elle-même renvoie à une autre : la seule différence est sans doute que le sourire n'y est même plus garanti.

Ce malheureux constat nous renvoie une image angoissante et kafkaïenne de nos sociétés où les centres de décision semblent s'être dématérialisés dans des instances anonymes et impersonnelles. L'individu en demande d'aide ou d'information n'arrive plus à rencontrer en face d'elle une personne en chair et en os en capacité de répondre : il ne trouve qu'un renvoi sur un ailleurs anonyme et bureaucratique qui, lui-même, renverra sur un autre ailleurs. Ne nous étonnons-pas qu'il se sente alors méprisé et réduit à un statut anonyme de pion social déplacé sur le vaste labyrinthe de nos sociétés dites néolibérales.

N'est-ce pas un premier devoir auquel doivent s'appliquer les élus : faire que l'exercice et la gestion de nos collectivités communales restent humaines et que les habitants s'y sentent accueillis et entendus et non broyés dans l'anonymat des numéros de file d'attente à des guichets impersonnels ?

Cela suppose, en premier lieu, une exigence de formation du personnel de nos administrations territoriales et une organisation de leur travail qui fasse que, eux-mêmes, se sentent respectés et responsabilisés dans leurs fonctions.

Cela exige, également, une plus grande humilité de nos élus et un plus grand courage politique dans les décisions à assumer. Souvent nous dénonçons la personnalisation de la vie politique et la démesure des « égos ». Le mépris et l'ignorance ressenties dans le quotidien de leur vie par nos concitoyens ne peuvent qu'être vécus plus durement face aux autopromotions narcissiques affichées par leurs responsables politiques. La reconnaissance des capacités de chacun et la promotion de sa singularité ne sont-elles pas les valeurs premières de la démocratie ? Le sentiment d'être accueilli n'est-il pas le premier pas de l'humanité ?

Tribune libre ...

Cette rubrique, comme son nom l'indique, est celle d'une libre expression par rapport à l'actualité et en lien avec les propositions de Montpellier 2020. Elle n'engage que leurs auteurs.

Questionnements autour du devenir du sport

La distinction généralement affichée entre « sport spectacle » ou « sport business » et sport dit « amateur », décliné sous diverses formes (sport dit de masse, affinitaire, scolaire et universitaire, corporatif d'entreprise, handisport et sport adapté, etc.) ne connaît pas de ligne de démarcation nette : le curseur est mobile et les interpénétrations sont fréquentes entre ces deux mondes non clos, tant sur le plan idéologique que financier.

S'agissant du sport spectacle, une césure se creuse aujourd'hui entre les clubs traditionnellement implantés qui bénéficient pourtant de sponsorings assez importants et du concours des collectivités territoriales et locales, ce qui est le cas à Montpellier, et les « multinationales » qatari (Paris Foot et Hand) ou slave (Monaco) aux budgets semble-t-il illimités.

La tentation des premiers pourrait les faire participer imprudemment à la course à l'armement pour tenter de rejoindre les seconds : à Montpellier, la politique, érigée en modèle reconnu, des Centres de Formation devrait nous prémunir, au moins partiellement, même si un capitaine d'industrie fortuné et impatient peut arriver en brûlant les étapes pour promouvoir principalement sa notoriété personnelle.

Les interpénétrations, si elles existent au niveau de vertus communes, sont surtout à déplorer s'agissant des fléaux mortifères qui sévissent sans discernement.

Le dopage est le fléau le plus anciennement repéré. Quoi qu'on en dise les gendarmes rattrapent de plus en plus les voleurs ; même le peloton cycliste a tendance à s'assainir notablement.

Les hordes de prétendus « supporters » qui n'ont rien à voir avec le sport génèrent des violences dommageables et tendent à être efficacement jugulés.

Le danger du captage des championnats par des groupes financiers sous forme de « Liges fermées », de type NBA est réel, à moyen terme. Les Fédérations et Ligues nationales doivent se préparer à relever ce défi.

Les Paris sportifs peuvent s'avérer destructeurs : Montpellier est bien placée pour juger, à ses dépens, de cette nuisance subie en 2012-2013.

Sans faire référence à la RDA, les interférences étatiques restent présentes dans le monde : le mouvement sportif doit affirmer son indépendance, y compris au niveau local où les pouvoirs publics ne doivent pas supplanter les structures des clubs.

Les médias de leur côté ne restent pas dans l'observation, s'impliquant massivement dans l'organisation même des « formats » des épreuves.

Enfin, les agents, profession nouvelle, interfèrent énormément désormais sur la vie et la destinée des joueurs, recherchant prioritairement leur propre bénéfice qui coïncide rarement avec celui bien compris du club.

La liste de ces gangrènes est inquiétante, d'autant que le monde sportif est souvent permissif, voire crédule.

Nous sommes à Montpellier au moins avertis de ces dérives potentielles, ce qui peut nous préserver quelque peu mais la vigilance de tous les acteurs reste indispensable : « Touche pas à mon sport ! »

Gérard DORIVAL